

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Ambition climat 2020 : Ali Bongo

LE 12 décembre 2020, lors de la Conférence des Parties sur les changements climatiques à Paris, la planète parvenait à un accord contraignant sur le climat. À l'occasion du cinquième anniversaire de cet accord, le chef de l'État a annoncé les actions du Gabon et de l'Afrique en faveur du climat.

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

C'EST dans un climat d'urgence climatique que s'est déroulé le 12 décembre 2020, le "Sommet ambition climat" organisé en ligne par l'Organisation des Nations unies (Onu), la France et la Grande-Bretagne. En partenariat avec le Chili et l'Italie. Connus pour être proactifs sur les questions climatiques, le Gabon a pris part à cette conférence de trois heures d'horloge au plus haut sommet.

"Le Sommet ambition climat" a été un moment pour faire avancer l'action collective alors que se prépare la COP 26, qui se tiendra du 1er au 12 novembre 2021, à Glasgow (Écosse). Du point de vue technique, l'organisation a été un mélange de discours et de contenu cinématographique créatif produit par le Fonds mondial pour la nature (WWF) et Silverback productions, avec des allocutions d'ouverture du secrétaire général de l'Onu, António Guterres, du Premier ministre britannique Boris Johnson, du président français Emmanuel Macron, du président chilien Sebastián Piñera et du Premier ministre italien Giuseppe Conte. Suivies des déclarations de 75 chefs d'État, de gouvernement, des acteurs non étatiques définissant de nouveaux engagements en matière de changement climatique.

Cinq ans après l'Accord de Paris, le secrétaire général de l'Onu a ainsi appelé le monde à "déclarer l'état d'urgence climatique". Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba a, à cette occasion, réaffirmé la démarche pragmatique de l'Afrique et du Gabon en faveur du climat. S'exprimant en tant que "présidence du Groupe Afrique", Ali Bongo Ondimba a plaidé et défendu une Afrique qui n'émet que 4 % des émissions mondiales, a publié ses contributions nationales en 2015 et reste engagée à les

réviser avant Glasgow. Il a parlé d'une Afrique qui soutient ses trois initiatives sous-régionales : le Sahel, les États côtiers et le Bassin du Congo. "J'appelle à une action urgente pour combattre le changement climatique. Malheureusement, les processus de dérèglements climatiques sont si avancés que nous ne pouvons pas éviter des souffrances sans précédent, en particulier dans les communautés rurales africaines", a-t-il dit.

Pour le numéro 1 gabonais, "les solutions basées sur la nature sont notre plus grand allié, nous permettant à la fois, de nous adapter et d'atténuer les changements climatiques." Au reste de la planète, le chef de l'État gabonais a annoncé "l'approbation, il y a quelques jours, par le Fonds Vert Climat, du plus large programme de préparation à l'adaptation, qui rassemblera 25 pays africains sous les auspices

À noter que la planète s'est déjà réchauffée de 1°C; le changement climatique a alimenté en 2020 des cyclones et des tempêtes meurtrières

de l'Initiative pour l'Afrique (IAA)". S'appuyant sur des chiffres des services environnementaux gabonais, Ali Bongo Ondimba a affirmé que "couvert à plus de 88 % par la forêt, le Gabon en absorbe trois fois plus de CO2 qu'il n'en émet. Grâce à nos politiques de gestion durable de la forêt, nos absorptions nettes de CO2 ont augmenté de près de 20 %". Et de décliner des actions futures, encore plus fortes, du Gabon en faveur du climat : "Une loi sur le climat est en préparation". Dans cette loi, "le Gabon s'engagera à conserver ses forêts et à accroître son absorption nette de CO2", a-t-il conclu.

SOCIÉTÉ CIVILE CRITIQUE. Lors du sommet Ambition climat, les critiques ont fusé, pro-

venant aussi bien de la société civile européenne que des organismes internationaux. C'est en cela que la communication du chef de l'État gabonais a été pragmatique car, basée sur des chiffres. En effet, face aux discours des leaders occidentaux dont celui du président Macron, Oxfram Groupe France estime que "le Sommet Ambition Climat n'avait d'ambitieux que le nom. Les engagements en faveur de réductions d'émissions à court terme restent insuffisants pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, comme inscrit dans l'Accord de Paris. De plus, aucune annonce significative n'a été faite sur de nouveaux financements pour les pays à faible revenu, afin de les aider à s'adapter au changement climatique et à décarboner leurs économies."

À noter que la planète s'est déjà réchauffée de 1 °C; le changement climatique a alimenté en 2020 des cyclones et des tempêtes meurtrières en Asie et en Amérique centrale, des sécheresses en Afrique de l'Est, des inondations dévastatrices dans toute l'Europe et des vagues de chaleur et des incendies de forêt sans précédent en Australie et aux États-Unis.



Photo: DR

Ali Bongo Ondimba : «J'appelle à une action urgente pour combattre l'

12 DÉCEMBRE 2020

CLIMATE AMBITION SUMMIT 2020

LA CHINE Le président Xi Jinping a promis de :

- Réduire les émissions de CO2 rapportées au PIB de 65% d'ici 2030
- Atteindre la neutralité carbone en 2060

L'INDE Le Premier ministre indien Narendra Modi a indiqué :

- Une capacité totale en termes d'énergies renouvelables de 450 GW d'ici 2030
- D'ici 2047, année de ses 100 ans d'indépendance, «atteindre ses propres objectifs»

La phrase :
Accord de Paris : «En avons-nous fait assez ? Pour être honnête, la réponse est non» (Alok Sharma - Homme politique britannique)

o Ondimba parle par les chiffres



mba
se Republic
e changement climatique».

Accord de Paris de 2015: lignes directrices et engagements non tenus

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

LE 12 décembre 2015, la planète criait victoire : un accord sur le climat venait enfin d'être signé à Paris, après plusieurs rounds d'échec, comme lors de la COP de Copenhague en 2009. L'Accord de Paris est un Traité international juridiquement contraignant sur le changement climatique. Il a été adopté par 196 Parties à la COP 21 à Paris, et est entré en vigueur le 4 novembre 2016.

L'Accord de Paris s'est voulu donc un jalon dans le processus multilatéral sur le changement climatique, avec pour objectif de limiter le réchauffement climatique en le maintenant en dessous de 2, de préférence à 1,5 degré celsius, par rapport aux niveaux préindustriels. Aujourd'hui, les projections de l'ONU indiquent que la planète s'achemine vers un réchauffement de +3°, et les objectifs fixés lors de l'Accord de Paris, il y a cinq ans, s'éloignent. Un premier constat d'échec.

La mise en œuvre de l'Accord de Paris devrait nécessiter une transformation économique et sociale, fondée sur la meilleure science disponible. En 2020, les pays devraient avoir soumis leurs plans d'action climatique connus sous



Photo: DR

le nom de Contributions déterminées au niveau national (CDN), afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des 190 États de la planète a formulé des plans d'action pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et pour s'adapter aux dérèglements climatiques dans leur région respective. Mais, il y a un fossé entre ces merveilleux CDN sur papier et la réalité polluante persistante. À côté des CDN, les pays devraient soumettre les stratégies de développement à long terme à faibles émissions de gaz à effet de serre (LT-LEDS). Peu d'États l'ont fait.

L'Accord de Paris prévoyait, en outre, un cadre d'appui financier, technique et de renforcement des capacités aux pays vulnérables. Surtout les pays en développement comme ceux du Bassin du Congo, qui ont conservé le massif forestier

qui oxygène la planète. Là encore, très peu de pays industrialisés ont mis la main à la poche ou assuré ce transfert de technologie pour produire bio ou écolo.

Le 29 novembre 2015, à l'ouverture du sommet qui déboucha sur l'Accord de Paris, le président français d'alors, François Hollande, déclarait : " Paris doit être le point de départ d'une profonde mutation énergétique, économique, sociétale. Nous sommes en ce premier jour de la COP au pied du mur. Ce mur est l'addition de nos égoïsmes, de nos appréhensions, de nos résignations. Il est construit sur l'indifférence, sur l'insouciance, sur l'impuissance. Il n'est pas infranchissable. Tout dépend de nous."

Cinq ans après Paris, la planète est toujours au pied du mur : les égoïsmes persistent malgré des discours aussi beaux que ceux de 2015.

Climat: nouveaux engagements, nouvelles hésitations

I.M'B.
Libreville/Gabon

LE Sommet Ambition climat 2020 semble marquer une nouvelle prise de conscience quant aux questions climatiques. À l'ouverture de ce sommet, le Secrétaire général de l'ONU António Guterres invite les gouvernements à prendre six mesures concrètes pour le climat, afin de mieux se remettre de la pandémie de Covid-19.

Il s'agit, notamment, d'investir dans des emplois verts, de ne plus offrir de plans de sauvetage aux industries polluantes, de ne plus subventionner les combustibles fossiles,

tibles fossiles, de prendre en compte les risques climatiques dans le cadre de toutes les décisions financières et politiques, de coopérer et, surtout, de ne pas faire de laissés-pour-compte.

Pour sa part, le président français, Emmanuel Macron, a demandé d'être attentif

Il s'agit, notamment, d'investir dans des emplois verts, de ne plus offrir de plans de sauvetage aux industries polluantes, de ne plus subventionner les combustibles fossiles,

aux propositions du président chinois Xi Jinping. Lesquelles sont au nombre de trois. Premièrement, " resserrer les rangs et faire de nouvelles avancées en matière de gouvernance climatique qui comporte la coopération et le gagnant-gagnant ".

Ensuite : " accroître l'ambition et favoriser une nouvelle architecture de gouvernance climatique dans laquelle chaque partie fait sa part. (...) Dans le même temps, les pays développés doivent intensifier leur soutien aux pays en développement en matière de financement, de technologie et de renforcement des capacités ".

Enfin, " renforcer la confiance et adopter une nouvelle approche de la gouvernance climatique, qui met en évidence une reprise verte. Les montagnes et les rivières vertes sont des montagnes d'argent et d'or. Il est important d'encourager des modes de vie et de production verts et à faible émission de carbone, et de rechercher des opportunités de développement et une impulsion du développement vert ", a-t-il conclu.

Mais l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Australie, grands pollueurs, n'ont pris aucun engagement. De nouvelles hésitations qui en disent long.



Photo: DR